

## **A R R Ê T É**

**n° 2003-16-13 du 16 janvier 2003 portant autorisation  
à la Société BRIQUETERIE de ROUFFACH de poursuivre (renouvellement) l'exploitation de sa  
carrière de loess située à SCHWEIGHOUSE-près-THANN au lieu dit «Langer Geisacker »**

**LE PRÉFET DU HAUT-RHIN**  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*  
*Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

- VU** le Code de l'Environnement, notamment le Titre I<sup>er</sup> du Livre V,
- VU** le décret n 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** le Code minier et ses textes d'application,
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU** l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,
- VU** le Schéma Départemental des Carrières du Haut-Rhin, approuvé par arrêté préfectoral du 6 février 1998, complété par le bilan d'application établi le 30 octobre 2002,
- VU** le plan d'occupation des sols de la commune de SCHWEIGHOUSE près THANN,
- VU** l'arrêté préfectoral n°942019 du 16 décembre 1994 autorisant la Société TUILERIES J Ph. STURM à exploiter une carrière de loess à SCHWEIGHOUSE-près-THANN au lieu-dit « Langer Geisacker »,
- VU** l'arrêté préfectoral n°990745 du 22 avril 1999 portant prescriptions complémentaires et imposant la constitution de garanties financières pour la remise en état de la carrière,
- VU** l'arrêté préfectoral n°020396 du 13 février 2002 portant prescriptions complémentaires et autorisant le changement d'exploitant de la carrière au profit de la Société BRIQUETERIE DE ROUFFACH,
- VU** la demande du 15 avril 2002, déposée le 12 juin 2002, par laquelle la Société BRIQUETERIE de ROUFFACH sollicite le renouvellement de l'autorisation d'exploiter délivrée par l'arrêté préfectoral précité,

**VU** l'arrêté préfectoral n°02-2154 du 2 août 2002 portant ouverture de l'enquête publique du 3 septembre au 4 octobre 2002,

**VU** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur reçus dans mes services le 4 novembre 2002,

**VU** les avis exprimés lors de l'enquête publique et administrative,

**VU** le rapport de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'inspection des installations classées en date du 12 novembre 2002,

**VU** l'avis de la Commission Départementale des Carrières du 18 décembre 2002,

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L 512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant, notamment la mise en place d'un dispositif de clôture autour de la carrière et autour du bassin de collecte et infiltration des eaux pluviales, la conception de l'aire de stationnement de l'engin de travail, le respect des distances limites et des pentes de talus de raccordement des banquettes de protection au fond de la carrière, le traitement préalable des eaux pluviales de ruissellement avant rejet au bassin de collecte et infiltration, le contrôle annuel de la qualité des eaux dans le bassin de collecte et d'infiltration, le respect des niveaux sonores maximaux en limite d'exploitation, l'interdiction d'entretien et de ravitaillement en carburant des engins et véhicules sur la carrière, les conditions de remise en état et la constitution de garanties financières pour la remise en état, sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations,

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation (respect du POS, schéma des carrières...) ainsi que les mesures techniques suivantes (dispositif de clôture, panneaux de signalement, limitation de la profondeur d'extraction, remise en état coordonnée à l'exploitation, non entretien et non ravitaillement en carburant des engins sur le site, faible trafic des véhicules de transport), prévues dans le dossier de demande d'autorisation permettent de limiter les inconvénients et dangers;

**APRÈS** communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

## **A R R Ê T E**

### **I- PORTÉE DE L'AUTORISATION**

#### **Article 1<sup>er</sup> – CHAMP D'APPLICATION**

Sous réserve du respect des prescriptions édictées aux articles 2 et suivants, la Société BRIQUETERIE de ROUFFACH dont le siège social est 1 rue des Tuileries à 68250 ROUFFACH, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière de loess située sur le territoire de la commune de SCHWEIGHOUSE-près-THANN au lieu-dit « Langer Geisacker ».

L'établissement comprend l'installation classée répertoriée dans le tableau suivant :

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité
Carrière	2510-1	A	surface :9,16 ha tonnage annuel maximal à extraire :55 000 tonnes quantité totale autorisée à extraire : 465 000 tonnes

## **Article 2 – DURÉE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est accordée pour une durée de 10 ans à compter de sa notification.

Sauf en cas de renouvellement de cette autorisation, l'extraction des matériaux commercialisables est achevée neuf mois avant cette échéance et la remise en état six mois avant cette échéance.

## **Article 3 - PÉRIMÈTRE AUTORISÉ**

Par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté, le périmètre autorisé est limité :

- aux parcelles suivantes : 34 à 38 – section 52
- au lieu-dit : « Langer Geisacker »

Toute modification de la dénomination des parcelles cadastrales, de leur concession ou de leur propriété doit être déclarée au Préfet.

## **II- RÈGLES GÉNÉRALES**

### **Article 4 - CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES – PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

Les nouvelles prescriptions édictées par le présent arrêté se substituent à celles édictées par les actes administratifs délivrés antérieurement (arrêtés préfectoraux des 16 décembre 1994, 22 avril 1999 susvisés).

En ce qui concerne les prescriptions du présent arrêté, qui ne présentent pas un caractère précis en raison de leur généralité ou qui n'imposent pas de valeurs limites, l'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de demande d'autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant au minimum les documents suivants:

- le dossier de demande d'autorisation,
- les plans tenus à jour,
- les actes administratifs pris au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement,
- les résultats des dernières mesures sur les rejets et le bruit exigées par le présent arrêté.

## **Article 5 - MISE EN SERVICE**

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque les installations n'ont pas été mises en service dans un délai de trois ans, ou n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977 modifié).

## **Article 6 - ACCIDENT - INCIDENT**

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977 modifié).

L'exploitant fournit à l'inspecteur des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

## **Article 7 - MODIFICATION – EXTENSION – CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977 modifié).

Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale selon les modalités prévues à l'article 23.2 du décret du 21 septembre 1977 modifié. Le dossier de demande d'autorisation comprend :

- les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant,
- la constitution des garanties financières prévues par le présent arrêté,
- un document attestant le droit de propriété ou d'exploitation des terrains concernés.

## **Article 8 - MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF D'UNE INSTALLATION**

Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est autorisée, l'exploitant doit en informer le Préfet au moins six mois avant cette cessation.

Lors de l'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant doit remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

Il est joint à la notification au Préfet, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site conformément aux dispositions de l'article 34.1 du décret du 21 septembre 1977 modifié.

Ce mémoire précise les mesures prises pour assurer la protection des intérêts visés précédemment et pouvant comporter notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des éventuels déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement,
- le respect des dispositions applicables à la remise en état du site,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

### **III - PRESCRIPTIONS APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS**

Les installations sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux, ainsi qu'aux dispositions suivantes.

#### **AMÉNAGEMENTS PRELIMINAIRES ET DÉCLARATION DE DÉBUT D'EXPLOITATION**

##### **Article 9 - AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES**

Avant la poursuite de l'exploitation, l'exploitant :

- met en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté,
- place des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site,
- si nécessaire, met en place à la périphérie de la zone en exploitation, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre cette zone,
- aménage l'accès à la voirie publique de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

##### **Article 10 - DÉCLARATION DE DÉBUT D'EXPLOITATION :**

La déclaration de début d'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article 23.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié est subordonnée à la réalisation des aménagements préliminaires mentionnés ci-dessus.

Cette déclaration est transmise en trois exemplaires au Préfet et est accompagnée du document établissant la constitution de garanties financières définies à l'article 31 du présent arrêté.

#### **SÉCURITÉ DU PUBLIC**

##### **Article 11 - ACCÈS ET CIRCULATION DANS LA CARRIÈRE :**

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger, les interdictions d'accès et de décharge de quelque matériau que ce soit, sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

## **Article 12 - DISTANCES DE RECUL – PROTECTION DES AMÉNAGEMENTS :**

Les bords de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé défini à l'article 3, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Par dérogation, et dans le cadre des travaux de remise en état de la carrière tels qu'ils sont définis à l'article 30 du présent arrêté, la largeur des banquettes pourra éventuellement être diminuée à l'occasion des travaux de remise en état s'agissant du raccordement en pente douce du haut de talus jusqu'au fond de fouille, sans qu'il puisse cependant en résulter de risque de non-stabilité des terrains riverains de la carrière.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

## **CONDUITE DE L'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE**

### **Article 13 - POMPAGE DE LA NAPPE PHRÉATIQUE :**

Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état, est interdit.

### **Article 14 - TRAVAUX PRÉPARATOIRES :**

**Article 14.1. Matérialisation des distances de sécurité.** Avant le début de chaque phase d'exploitation, l'exploitant matérialise sur le site les distances de sécurité définies à l'article 12.

**Article 14.2. Décapage.** Aucune extraction n'a lieu sans décapage préalable de la zone concernée. Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Les opérations de décapage respectent les dispositions suivantes :

- la Direction Régionale des Affaires Culturelles (Service Régional de l'Archéologie) est avisée, au moins trois semaines à l'avance, de toute campagne de décapage,
- les horizons humifères sont enlevés en premier, avant les autres matériaux de découverte. Aucun déplacement des horizons humifères n'a lieu par temps de pluie,
- la circulation des engins doit être évitée sur les zones à décapier,
- toutes dispositions sont prises pour éviter le contact de sols riches en matières organiques avec les eaux superficielles ou souterraines,

**Article 14.3. Découvertes archéologiques.** Toute mise à nu d'éventuel vestige provenant de gisements archéologiques, est immédiatement signalée à la Direction Régionale des Affaires Culturelles (Service Régional de l'Archéologie).

**Article 14.4. Stockage des terres de découverte et des horizons humifères.** Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les horizons humifères aux stériles. Les horizons humifères et les stériles sont stockés séparément de manière à pouvoir être réutilisés lors de la remise en état des lieux.

**Article 14.5. Evacuation hors du site des excédents de terres de découverte et d'horizons humifères.** Dans tous les cas, cette évacuation des excédents de terres de découverte et d'horizons

humifères ne peut être effectuée qu'après constitution du stock tampon minimal nécessaire à la réalisation de la remise en état du site après exploitation. L'exploitant doit être capable de justifier à tout moment des quantités conservées.

**Article 14.6. Fossés de drainage.** La continuité des fossés de drainage traversant le périmètre d'exploitation de la carrière doit être assurée sans qu'il n'existe pour autant de communication avec le plan d'eau de la carrière.

#### **Article 15 - EXTRACTION :**

L'exploitation a lieu exclusivement à sec au maximum jusqu'à la cote d'altitude 292 m NGF (7 mètres par rapport aux terrains riverains). Le fond de fouille se situera toujours à au moins 1 mètre au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales connues de la nappe. La pente maximale du front s'établit au moins à 1/15 ( 33°) par rapport à l'ho rizontale.

L'exploitation se fait de façon à ce que ces fronts soient directement obtenus par le terrain naturel restant en place.

#### **Article 16 - REMBLAYAGE :**

Tout remblayage dans le périmètre de la carrière est soumis à autorisation préalable du Préfet, à moins qu'il ne l'impose.

Tout remblayage dans le périmètre de la carrière avec des matériaux autres que des granulats, des enrochements et ceux existant naturellement sur le site, est interdit. Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

<b>PLAN D'EXPLOITATION</b>
----------------------------

#### **Article 17 - CONTENU :**

Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.

Sur ce plan sont reportés :

- les dates des levés,
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées,
- les bords de la fouille,
- les limites de sécurité définis à l'article 12 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les mètres d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs (et plus particulièrement le fond du bassin de collecte et infiltration des eaux pluviales) et des points levés,
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques,
- l'emplacement exact du bornage,
- la position des dispositifs de clôture,
- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,

- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau et celles remises en état (si besoin est celles remblayées),
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- les éventuels cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation.

#### **Article 18 - MISE À JOUR :**

Le plan est mis à jour au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent pour l'ensemble des éléments visés à l'article 17.

#### **Article 19 - COMMUNICATION DU PLAN :**

Le plan d'exploitation est conservé par la personne chargée de la direction technique des travaux et tenu à la disposition des agents mandatés pour assurer le contrôle de l'exploitation. Chaque version du plan est versée au registre d'exploitation de la carrière.

Ce plan comprenant tous les éléments visés à l'article 17 est communiqué à l'inspecteur des installations classées tous les deux ans et sur simple demande.

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment :

- que le plan soit établi ou validé par un géomètre-expert,
- que des coupes supplémentaires (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente) soient réalisées.

### **PRÉVENTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES**

#### **Article 20 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus en bon état de propreté. Les installations (zone de stationnement, bassin de collecte et infiltration des eaux pluviales,...) sont entretenues en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

#### **Article 21 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES :**

Le ravitaillement en carburant et l'entretien des engins de chantier sont interdits dans l'enceinte de la carrière



Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est interdit dans l'enceinte de la carrière.

Les opérations d'alimentation en carburant des engins, à l'extérieur de la carrière, seront réalisées dans des conditions telles qu'elles permettent d'éviter tout risque de pollution des sols ( mise en place de dispositifs de rétention temporaire adaptés,...). Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Il sera aménagé sur le site de la carrière une zone particulière pour le stationnement occasionnel de l'engin d'exploitation. Cette zone de stationnement sera conçue de telle sorte que les eaux pluviales de ruissellement de cette zone soit dirigée vers une zone de stockage temporaire étanche. L'évacuation de ces eaux pluviales vers le bassin de collecte et infiltration des eaux pluviales de la carrière ne pourra s'effectuer qu'après contrôle visuel de l'absence de pollution de ces eaux.

Par ailleurs cette zone sera pourvue d'agents meubles et absorbants, toujours tenus à secs, en quantité suffisante, pour être utilisés en cas de fuite accidentelle au niveau de l'engin de chantier.

### **Article 22 - PRÉLÈVEMENTS D'EAU :**

Aucune utilisation de l'eau n'est prévue sur le site. Aucun prélèvement d'eau n'est autorisé sur le site.

### **Article 23 - REJETS D'EAUX :**

#### **Article 23.1. Eaux de procédé**

L'exploitation ne générera aucun rejet d'eau de procédé.

#### **Article 23.2. Eaux pluviales**

Les eaux pluviales de la carrière sont collectées, traitées (décantation,...) et évacuées dans un bassin de collecte et infiltration présent dans le secteur Nord-Est du site en respectant les dispositions suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- température inférieure à 30°C,
- matières en suspension totales (MEST), concentration inférieure à 30 mg/l (norme NF T 90-105),
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO), concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90-101),
- hydrocarbures totaux, concentration inférieure à 5 mg/l (norme NF T 90-114).

Le dispositif d'infiltration ne doit pas permettre le contact direct des eaux rejetées avec l'eau souterraine. Pour cela il doit être rempli de matériaux filtrants (sable, gravier,...) jusqu'à un niveau supérieur au niveau des plus hautes eaux de la nappe.

Des analyses de contrôle annuelles, portant sur les paramètres précédemment cités, sont effectuées par un laboratoire agréé. Les résultats d'analyses sont transmis à l'inspecteur des installations classées dès réception.

#### **Article 23.3. Eaux usées domestiques**

Les eaux vannes et sanitaires sont évacuées et traitées conformément au Code de la Santé Publique.

### **Article 24 – REJETS ATMOSPHÉRIQUES :**

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. En particulier, les pistes de circulation sont arrosées en tant que de besoin pour éviter les envols de poussières.

## **Article 25 – DÉCHETS :**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément.

Toute mise en dépôt à titre définitif des déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature que ce soit est interdite.

A compter du 1er juillet 2002, l'exploitant justifiera le caractère ultime au sens de l'article L.541-24 du Code de l'Environnement des déchets mis en décharge.

L'élimination des déchets (matériaux souillés suite à un incident, ...) à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, doit être effectuée dans des installations régulièrement autorisées à cet effet en vertu du Titre I<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement. L'exploitant doit pouvoir en justifier l'élimination.

Chaque lot de déchets spéciaux (matériaux souillés suite à un incident, ...) expédié vers l'éliminateur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisance.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, un récapitulatif des éventuelles opérations effectuées. Ce récapitulatif prend en compte les déchets produits et les filières d'élimination. Les documents justificatifs devront être conservés trois ans.

## **Article 26- BRUIT :**

### **Article 26.1 - Principes généraux**

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du Titre 1<sup>er</sup> du Livre V Code de l'Environnement, sont applicables.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière doivent être conformes aux règles d'insonorisation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

### **Article 26.2 - Valeurs limites**

Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée. Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 45 dB <sub>(A)</sub>	5 dB <sub>(A)</sub>	3 dB <sub>(A)</sub>

De manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissible définies précédemment, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limites de propriété de l'établissement les valeurs

suivantes pour les différentes périodes de la journée :

<b>PÉRIODES</b>	<b>PÉRIODE DE JOUR</b> allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	<b>PÉRIODE DE NUIT</b> allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible en limite de carrière	70 dB <sub>(A)</sub>	Aucune exploitation autorisée

### **Article 26.3 - Contrôles**

Un contrôle de la situation acoustique est effectué tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiés. Ce contrôle est effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander. Le prochain contrôle devra intervenir avant le 17 janvier 2007

### **Article 27 - VIBRATIONS :**

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, sont applicables.

## **SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT**

### **Article 28 - SURVEILLANCE DES REJETS :**

#### **Article 28.1 – Principes généraux :**

Tous les rejets et émissions doivent faire l'objet de contrôles périodiques par l'exploitant.

Ces contrôles réalisés selon les règles de l'art doivent permettre le suivi du fonctionnement des installations et la surveillance de leurs effets sur l'environnement. Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé.

Les résultats commentés de ces contrôles sont adressés dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 28.2 – Surveillance de la qualité des eaux infiltrées:**

L'exploitant fera procéder une fois l'an (avant le 30 juin) à un contrôle de la qualité des eaux dans le bassin de collecte et infiltration des eaux pluviales.

Les prélèvements et analyses seront réalisés par un laboratoire agréé. Les paramètres de suivi sont ceux dont il est fait état à l'article 23.2 du présent arrêté. Les résultats d'analyses seront adressés à l'inspecteur des installations classées dès réception.

## SÉCURITÉ

### **Article 29 - LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

Les engins sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

## DISPOSITIONS DE REMISE EN ÉTAT DU SITE ET GARANTIES FINANCIÈRES

### **Article 30 - DISPOSITIONS DE REMISE EN ÉTAT DU SITE :**

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son exploitation.

Cette remise en état doit être accomplie selon le phasage et les modalités définis dans la demande et conformément au plan joint au présent arrêté.

Sans préjudice des dispositions édictées dans le document d'impact, la remise en état est conduite dans le respect des prescriptions suivantes: mise en sécurité, nettoyage, insertion paysagère, compte-tenu de la vocation agricole ultérieure du site :

- à l'occasion des travaux de remise en état, les banquettes et talus de raccordement seront repris et réglés de telle sorte que les limites de la carrière se raccordent en pentes douces (22°) au fond de fouille, sans qu'il en résulte cependant un quelconque risque de stabilité des terrains extérieurs au périmètre de la carrière,
- les talus et le fond de l'exploitation doivent être aplanis avant le régalage des terres de découverte,
- il est réalisé un fossé de drainage permettant l'évacuation des eaux collectées (1 m de profondeur et 1,5 m de largeur) au pied des talus,
- si la réussite de la remise en état du site semble compromise par l'apparition d'humidité, des travaux de drainage nécessaires à l'assainissement des zones concernées sont effectués,
- le recouvrement du fond de la carrière, des banquettes, de leur accès et des talus se fait en deux phases successives (terres de découverte, puis horizons humifères),
- les surfaces sur lesquelles les horizons humifères ont été remis en place ne doivent plus être parcourues par les engins de chantier,
- si le fond de l'exploitation est peu perméable, un ripage doit être réalisé.

L'exploitant communique tous les deux ans à l'inspecteur des installations classées un rapport concernant l'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état.

### **Article 31 - GARANTIES FINANCIÈRES**

La mise en activité de la carrière est subordonnée à la constitution de garanties financières destinées à assurer la remise en état du site après exploitation, prévues aux articles 23-2 à 23-6 du décret du 21 septembre 1977 modifié.

#### **Article 31.1 – Montant des garanties financières**

La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation selon le schéma d'exploitation et de remise en état annexé au présent arrêté.

L'exploitation de la phase [n +1] ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase n est terminée, voire presque terminée à plus de 80%.

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au Préfet.

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de :

Périodes :

Janvier 2003/ janvier 2008 : 44 487,70 Euros TTC

Janvier 2008/ janvier 2013 : 42 734,50 Euros TTC.

La référence de départ des périodes est la date de signature du présent arrêté préfectoral.

**Article 31.2 - Actualisation du montant des garanties financières**

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

**Article 31.3. Justification des garanties financières**

Les garanties financières sont constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte est conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié.

Préalablement à toute exploitation dans la période quinquennale concernée, l'exploitant adresse au Préfet, l'acte de cautionnement des garanties financières correspondant à la période.

L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées doit être adressée au Préfet par le titulaire de l'autorisation au moins six mois avant son échéance.

<b>IV- DIVERS</b>
-------------------

**Article 32 – PUBLICITÉ**

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la Mairie de SCHWEIGHOUSE-près-THANN et mise à la disposition de

tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

### **Article 33 – FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté sont à la charge de la société.

### **Article 34 – DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété de l'exploitant ou des contrats de forage dont il est titulaire.

### **Article 35 – SANCTIONS :**

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du Titre I<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement.

### **Article 36 – EXÉCUTION - AMPLIATION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Alsace (DRIRE) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la Société BRIQUETERIE de ROUFFACH.

Fait à COLMAR, le 16 janvier 2003

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

### **Délais et voies de recours** (article L.514-6 du Code de l'Environnement)

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou par l'exploitant, dans un délai de **2 mois** à compter de sa notification, ou dans un délai de **6 mois** à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département, pour les tiers ou les communes intéressées.